

## TÉMOIGNAGE

Des déboires et de la marginalisation  
des retraités de Sonatrach

**Dans l'espace «Retraite» d'aujourd'hui, il n'est question que de mutuelle. Entre le projet du gouvernement, qui prépare une nouvelle loi sur les mutuelles, projet dont on ne sait pas grand-chose, et la MIP, Mutuelle des pétroliers, dont des adhérents saisissent le ministre de l'Energie (voir témoignage ci-dessous) à l'effet de trouver une solution, notamment à des problèmes de paiement de certaines prestations...**

«Monsieur le ministre, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants. Des personnes malveillantes colportent, ces derniers temps, des propos suggestifs attribués à certains responsables de Sonatrach et de la tutelle, qui visent à discréditer les retraités de l'activité «TRC» qui ont traduit l'entreprise en justice pour réclamer le paiement de l'I.E.P. dans le cadre du nouveau système de rémunération, en application de l'article 67 de la Convention collective de l'entreprise que la DG-SH a bafoué. Les détracteurs posent des questions fourbes, du genre : «Pourquoi seuls les retraités TRC revendiquent la régularisation ?», «Pourquoi traduire Sonatrach devant la justice !» Et d'autres supputations que nous ne citerons pas pour ne pas altérer la pertinence de la présente requête. Ces propos doivent être pris au sérieux, car visant des responsables, pour ne pas laisser s'installer un climat de suspicion qui jetterait l'anathème sur toute la hiérarchie. A noter que cette revendication n'est pas l'apanage des retraités de TRC ; des travailleurs actifs et des retraités, relevant d'autres structures ont enrôlé la même affaire. Le paiement de l'I.E.P. concerne tout le personnel de Sonatrach en poste au 1<sup>er</sup> juin 2009. Connaissant la valeur de Sonatrach, nous nous serions volontairement



Photo : Samir Sid

abstenus de recourir à la justice, à la condition de trouver au sein du directoire de la DG-SH et de la tutelle un environnement propice à la concertation à même de répondre à nos requêtes. Ces maillons manquants ont été le catalyseur de la grogne des retraités qui se sont solidarisés pour réagir. Que les détracteurs, tapis dans l'anonymat ou retranchés derrière la citadelle hiérarchique, qui veulent semer la discorde entre les générations, verser leur fiel sur les retraités de «TRC», sachent que la fronde menée par ces derniers est légitime. Leur engagement n'a d'égalé mesure que leur niveau de conscience affermie, leur maîtrise de la réglementation des relations de travail, leur degré de maturité dans la lutte pour la préservation des acquis sociaux. Le mérite leur revient pour le choix de cette voie citoyenne. Pourquoi les calomnier ?

Que ces détracteurs fassent leur mea culpa et admettent que les retraités qui sont leurs aînés méritent respect en raison de leur âge, pour avoir été les devanciers dans l'édification de l'entreprise, les précurseurs pour le maintien des acquis, qu'ils ont vécu, grandi, vieilli, d'autres décédés en mission commandée, dans le giron de Sonatrach, qu'ils ont contribué à l'essor de TRC qui a été le fer de lance sur le plan technique et vivier des compétences managériales. Durant leur période active, les travailleurs TRC ont été de tout temps bâtisseurs et citoyens prévoyants dans la défense de leurs droits sociaux. En tant que retraités, ils continueront à perpétuer cet avant-gardisme. A défaut d'une prise

en charge de leurs doléances et de l'absence d'un syndicat exclusif pour les représenter, ils feront valoir leurs droits par les moyens prévus par la loi. Porter un différend devant la justice, quand le droit est bafoué, est un droit civique qui honore et valorise celui qui l'exerce.

### Bien-être et progrès ne valent que s'ils sont partagés par tous

Si Sonatrach se targue d'être une entreprise citoyenne, elle doit faire preuve de pragmatisme et commencer par rétribuer d'abord ses collectifs avant de se complaire dans le mécénat et les œuvres philanthropiques. Une part léonine de «la corne d'abondance» doit revenir aux travailleurs, aux retraités et leurs ayants droit. «Le bien-être et le progrès ne valent que s'ils sont partagés par tous.» Aussi, nous éprouvons un sentiment d'honneur et de fierté pour avoir travaillé à Sonatrach et servi

TRC à laquelle nous restons fidèles et attachés. Nous renvoyons les personnes incultes devant les réalisations marquantes qui ont donné à notre activité ses lettres de noblesse. Sur le plan technique : l'activité transport «TRC» a été le socle de la création de Sonatrach en 1963, la lettre «T» de l'acronyme lui confère la primauté des métiers de base ; TRC a réalisé en 1965 le 1<sup>er</sup> oléoduc algérien (28", 801 km HEH-Arzew) ; en 1972, un second oléoduc (34", 644 km HEH - Skikda) ; des ports pétroliers (Arzew - Skikda) ; exploités ses ouvrages, lors de la nationalisation des hydrocarbures le 24 février 1971, sans l'assistanat étranger. Enfin, les mises en service des gazoducs transnationaux vers l'Italie via la Tunisie, l'Espagne via le Maroc. Sur le plan managérial : l'activité TRC a hissé ses cadres à de hautes fonctions, nous citerons Hacène Mefti au rang de ministre (M.E.M), feu Djamel-Eddine Khene au rang de PDG, Yacine Meziani, ex-DRH Groupe-SH, et l'actuel PDG du Groupe Sonatrach Abdelhamid Zerguine. Nous nous sommes contentés de citer que les faits saillants ; pour le reste, nous invitons les sceptiques à se rapprocher de TRC pour s'enquérir du palmarès des réalisations depuis. Pour en revenir à l'affaire dite «I.E.P.», dans laquelle Sonatrach s'est empiétrée, elle est pendante au niveau des tribunaux et de la Cour suprême, suite à l'appel introduit par Sonatrach. Quant à l'affaire de la pension «P.C.R.», la MIP (Mutuelle de l'industrie du pétrole) a été

condamnée à réviser son calcul à partir de la date de départ à la retraite, à hauteur de 20% du salaire de référence, son exonération des «frais de gestion» et paiement des dommages et intérêts. Le comportement irresponsable des managers envers les retraités est la cause principale des procès en justice. Ce manque de perspicacité porte préjudice à l'entreprise et ternit son image de marque. Des dépenses farmineuses ont été déboursées pour réparation des dommages suite à des jugements sociaux. Si ces managers étaient à la limite perspicaces, à défaut d'être responsables, ils auraient fait un bilan exhaustif et dressé le rapport de causalité. Les défaillants doivent être traduits devant les instances compétentes. Les sommes versées par l'entreprise doivent leur être imputées.

Le nouveau système de rémunération, qui a mis en œuvre le modèle R & C (rôle et contributions), doit intégrer la pondération «sanction» qui minorera la progression salariale du fautif et repoussera l'évolution de sa carrière professionnelle. La direction générale de Sonatrach et l'Inspection générale du ministère de l'Energie et des Mines se sont coalisées pour instaurer le statu quo sur ces affaires, la preuve, nos précédentes requêtes n'ont fait l'objet d'aucune réponse aussi sibylline soit-elle, alors que la justice s'est prononcée en notre faveur.

**P/ Le collectif des retraités TRC, Y. Saâdi, Bordj El-Bahri, wilaya d'Alger**

## Un projet de loi pour réorganiser les mutuelles

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a annoncé récemment qu'un projet de loi de réorganisation de la mutuelle est en cours de préparation, pour permettre à l'assuré social de bénéficier d'une couverture à 100%.

Le ministre indique, dans ce contexte, que ce même texte sera soumis pour examen à l'Assemblée populaire nationale (APN) durant le premier semestre de l'année 2013. Aussi, les 20% versés par la mutuelle seront ainsi intégrés dans la carte Chifa, avec une possibilité de prendre en charge, par la Cnas, cette différence qui sera remboursée par les caisses de mutualité, après un

accord conclu entre les deux parties. Ce projet de texte de loi autorise l'établissement d'un partenariat entre le système des mutuelles et la sécurité sociale, «ce qui permet d'introduire les services dispensés par les mutuelles en matière d'assurances médicales dans le système de la carte Chifa fournie par la sécurité sociale», a précisé le ministre.

«Par conséquent, l'avant-projet de loi va contribuer à porter le taux de couverture sociale des assurés de 80% actuellement à 100% après le rajout des 20% accordés par les mutuelles à leurs adhérents en matière d'assurance maladie.

## COURRIER DES LECTEURS

### Mutualistes «MIP»/ Des infos sur Internet...

Afin de répondre aux lecteurs retraités pétroliers pour avoir tous les renseignements concernant l'affaire de la MIP et autres, je vous prie de les inviter à consulter sur Internet le «Forum khadamines Sonatrach».

Habib Habibou

### ... Souvenirs, souvenirs...

Dès que mon article est paru dans la rubrique «Courrier des lecteurs» dans le *Soir d'Algérie* du 11/12/12, le soir même, je reçois par l'intermédiaire de Ouair Boubekeur une copie du placard de journal, datant du vendredi 17/5/12, contenant votre adresse. Je tiens personnellement à vous exprimer ici mes félicitations et vifs remerciements pour votre travail gigantesque, combien utile et bénéfique aux adhérents MIP. Vous avez pour ainsi dire réalisé pratiquement en solo les travaux d'infrastructure et de super structure d'un vaste édifice qu'il faut maintenant

compléter par les briquetages et travaux secondaires. Tout est à votre honneur et à ceux qui ont activé à vos côtés pour arriver aujourd'hui à une fin heureuse puisque, comme annoncé dans votre encadré du *Soir d'Algérie* du 27/11/12, l'arrêt de la cour a revêtu une forme exécutoire, extensible par effet jurisprudentiel — Dieu merci. Je me suis empressé ce matin 12/12/12 d'appeler au phone M. Saâdi sans pour autant dire tout ce que j'avais à dire dans la discussion était empreinte de joie et de retrouvailles aussi, car M. Saâdi se rappelle de moi à TRC, HEH, etc. et que moi, je ne suis pas arrivé, hélas, à me remémorer un quelconque souvenir ou à associer un visage à ce nom et je m'en excuse grandement — brusquement «tilt» la communication s'interrompt par manque d'unités. J'envoie, ce jour, un mail à Maître Benouareth pour l'engager à prendre mon affaire en charge et je vous demanderai de bien vouloir nous orienter dans nos actions futures pour qu'elles soient plus efficaces et touchent le plus de monde possible. Je reste à l'écoute, encore une fois, bravo et merci.

Belabbas Mohamed, Béjaïa

### ... La justice s'est prononcée

Devant le mutisme conjugué de SH et de la MIP à rectifier le calcul de la pension complémentaire «PCR», et après épuisement des voies de recours réglementaires, les retraités de TRC ont porté leurs revendications devant la justice et fini par avoir gain de cause. L'arrêt de la cour d'appel de justice (Blida), qui a confirmé le jugement rendu par le tribunal de Chérag, condamne la MIP à la réparation des préjudices ci-après :

- 1/ La rectification de la pension à hauteur de 20% de l'assiette du salaire de référence servant de calcul pour la pension de retraite attribuée par la CNR ;
- 2/ son exonération de la retenue pour «frais de gestion» ;
- 3/ sa révision à effet de la date de mise à la retraite ;
- 4/ le paiement des dommages et intérêts et frais de justice. L'arrêt de la cour, qui a revêtu la forme exécutoire, peut être étendu par effet jurisprudentiel à tout porteur de cas semblable. Le demandeur doit

requérir personnellement l'avocat pour valider sa requête à l'instar de ses congénères. Coordonnées de l'avocat conseil : Maître Benouareth Nazim, tél : 0771.67.53.12 et 0560.34.52.30 ; E-mail : n.benouareth@yahoo.fr ; bureaux : Bd Mehieddine Khaled n° 1, Boufarik. Retraités, ne restez pas là à attendre, agissez pour faire valoir vos droits ! Actifs : manifestez-vous chaque fois qu'un des acquis sociaux est mis en péril. «La solidarité entre générations est le gage de la pérennisation des acquis.»

La décision de saisir la justice fut l'initiative émanée d'un collectif de retraités convaincus de la matérialité de leurs droits. Sur plébiscite des retraités concernés par ce droit, nous (n.b. les soussignés) avons encadré l'action en toute indépendance. Nous clôturons ce dossier sereinement, en éprouvant un sentiment de satisfaction pour la bonne action accomplie. Dieu est témoin de nos actes et intentions.

B. M. et S. Y.